Marcel RIOUX (1919-1992)

sociologue, Université de Montréal

(1968)

“Sur l’évolution des idéologies au Québec”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel Rioux, "Sur l'évolution des idéologies au Québec". Un article publié dans la *Revue de l'Institut de sociologie*, no 1, 1968, pp. 95-124. Bruxelles: Université libre de Bruxelles, 1968.

Un article reproduit dans l'ouvrage sous la direction de Marc-Adélar Tremblay et Gérard-Louis Gold, *Communautés et culture. Éléments pour une ethnologie du Canada français*, Chapitre 14, pp. 271-293. Montréal: Éditions HRW, 1973, 428 pp.

M. Marcel Rioux (1919 - 1992), sociologue, enseignait la sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

1. Orientations théoriques
2. Aperçus historiques
3. Naissance de l'idéologie de conservation
4. Caractérisation des idéologies québécoises (1945-1965)
 - i. Idéologie de conservation
 - ii. Idéologie de contestation et de rattrapage
 - iii. Idéologie de développement et de participation

Introduction *

La première idéologie formulée au Québec l’a été au *début du XIXe* siècle par une élite laïque qui a défini ce pays comme une nation et a réclamé pour elle l’indépendance à long terme.

Une deuxième idéologie marquera la fin du XIXe siècle et le *début du XXe* siècle : l’idéologie de conservation, celle de la masse rurale dominée par le clergé. Plus étroite, elle voit dans le groupe québécois non une nation, mais un groupe ethnique dont il importe de préserver la culture particulière.

La fin de la seconde guerre mondiale voit naître une troisième idéologie, oeuvre de syndicalistes, d’intellectuels, de journalistes, d’artistes, *d’étudiants* : l’idéologie de rattrapage, qui est surtout une contestation de la précédente.

Vers 1960 apparaît une quatrième idéologie, sorte de synthèse *dialectique des deux précédentes* : l’idéologie de développement et de participation, selon laquelle le Québec est non seulement une culture, mais aussi une société qui doit s’autodéterminer et conquérir son indépendance par le contrôle de son économie et de sa politique. Par-delà les décennies, elle rejoint ainsi la première idéologie.

[Retour à la table des matières](#)

Dans le premier volume (*French-Canadian Society, Vol. I*), nous avons rassemblé des textes que des spécialistes en sciences sociales - sociologues, anthropologues, économistes, démographes - avaient publiés sur le Canada français. Dans la perspective sociologique commune à la plupart de ces auteurs, on considère la société de l’extérieur et on procède un peu comme si les faits sociaux étaient des choses ; les spécialistes Étudient l’évolution de la population, des institutions et des diverses composantes de la société

* Ces considérations servent d’introduction générale à une collection de textes qui illustrent l’évolution des idéologies au Québec depuis la fin de la deuxième grande guerre (édité chez McLeland and Stewart Toronto). Le volume dont ce texte-ci fait partie, fait suite à un autre volume sur la sociologie du Canada français, paru chez le même éditeur, en 1964.

québécoise; les découpages et les catégories utilisés sont ceux des observateurs qui, avec leurs concepts et leurs méthodes, tentent de rendre intelligible la société qu'ils étudient. Le premier volume a retracé l'évolution démographique, écologique, institutionnelle, culturelle du Québec dans le cadre de son industrialisation et son urbanisation à travers l'histoire.

1. Orientations théoriques

[Retour à la table des matières](#)

Pour connaître une société, il existe une autre voie qui est celle de l'étude des idéologies. Avant qu'une société soit soumise à l'analyse du sociologue - et, il faut l'ajouter, même lorsqu'elle l'a été - elle se perçoit elle-même comme un tout, une ou plusieurs définitions du groupe se disputent l'adhésion des individus. C'est spontanément que la société fait sur le mode subjectif le même travail que le sociologue réalise sur le mode objectif. On se risquerait à appauvrir singulièrement la connaissance qu'on a d'une société si l'on n'étudiait pas les totalisations que représentent les idéologies. Qu'est-ce qu'un groupe ethnique ? se demandait l'anthropologue anglais S.F. Nadel. Un groupe ethnique, répond-il, c'est la théorie que ses membres s'en font. D'autre part, Marcel Mauss écrit : « L'essentiel, c'est le mouvement du tout, l'aspect vivant, l'aspect fugitif où la société prend, où les hommes prennent conscience d'eux-mêmes et de leur situation vis-à-vis d'autrui. » En parlant de totalisation et de théorie, ne risquons-nous pas de nous égarer en recherchant une totalité que les disciplines analytiques ont tendance à délaissier au profit d'unités d'observation plus réduites et plus parcellaires ? Quelle est donc cette totalité dont l'idéologie, au sens où Nadel emploie le mot de théorie, est l'expression ?

Ce qui distingue, de notre point de vue, les sciences de la nature des sciences humaines, c'est que, pour ces dernières, à la totalité donnée (celle d'un organisme ou de toute autre structure) et à la totalité conçue (celle que l'observateur dégage de certaines régularités du phénomène étudié et qu'il conceptualise à l'aide d'un modèle théorique), s'ajoute la totalité vécue. Les individus et les groupes prennent conscience d'eux-mêmes comme des tous et expriment cette conscience quand il s'agit du groupe, l'expression de cette conscience du groupe s'appelle une idéologie. Quand le groupe est une société globale, l'expression de cette conscience constitue ce que nous appelons ici

une idéologie globale. Dans ce deuxième volume, nous voulons examiner les idéologies globales du Québec.

Étudiant ici l'évolution du Québec pendant les deux dernières décennies, nous devons pour en comprendre toute la signification pousser notre analyse au-delà de celle des structures. Le dernier article du premier volume, celui de Fernand Dumont ¹, amorçait cette perspective. Les deux points de vue sont d'ailleurs complémentaires. Lévi-Strauss écrit : « C'est que les structures n'apparaissent qu'à une observation pratiquée du dehors. Inversement, celle-ci ne peut jamais saisir les procès qui ne sont pas des objets analytiques, mais la façon particulière dont une temporalité est vécue par un sujet ². » Si nous voulons comprendre le sens de l'évolution du Québec, il faut examiner comment cette temporalité a été et est vécue par la société québécoise et aller au-delà de l'analyse de ses structures. Si l'outil méthodologique approprié pour étudier les sociétés de l'extérieur est le type idéal qui permet la description de leurs traits significatifs et leur comparaison avec ceux d'autres sociétés, l'étude des idéologies semble être la voie privilégiée pour appréhender, comme l'écrit Mauss, « l'aspect vivant » ... où les hommes prennent conscience d'eux-mêmes et de leur situation vis-à-vis d'autrui ». Si les théories et les définitions des groupes qui expriment les idéologies sont des totalités vécues, c'est dire qu'elles sont élaborées en vue de l'action ; elles se différencient, ainsi des totalités *conçues* que construit l'observateur pour des fins scientifiques. En plus d'être des définitions des groupes, les idéologies proposent des buts à leur action collective ainsi que des moyens pour les réaliser.

Comme le Québec devient de plus en plus une société complexe, hétérogène, pluraliste, de nouvelles définitions, de nouvelles théories de cette société naissent et entrent en conflit les unes avec les autres. Les deux décennies que nous examinons ici, de 1946 à 1966, apparaissent comme une période de forte contestation idéologique. Contrairement à la fin du XIXe siècle et aux premières décennies du XXe siècle où une idéologie était devenue largement prédominante, il n'est pas facile, en 1966, d'apercevoir quelle idéologie prédominera. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet de ce volume. Nous avons tenté de caractériser les idéologies ³ qui sont présentement en contestation dans le Québec et nous publions les textes qui nous semblent les plus représentatifs de ces diverses définitions ; nous avons aussi tenté de montrer comment les idéologies s'inter-influencent l'une l'autre.

¹ DUMONT, Fernand : « L'étude systématique de la société canadienne-française », *Recherches sociographiques*, III, 1-2, 1962, pp. 277-292.

² LÉVI-STRAUSS, Claude : « Les limites de la notion de structure en ethnologie », in *Sens et usages du terme structure*, Édité par Roger Bastide, La Haye, Mouton, 1962, p. 44.

³ Comme il s'agit toujours, dans ce texte, d'idéologies globales, au sens où nous les avons définies plus haut, nous omettons le mot globales, pour ne pas alourdir inutilement le texte.

Si ce deuxième volume est centré sur les idéologies, c'est-à-dire sur la conscience que les québécois ont pris et prennent d'eux-mêmes et de leur situation dans le monde, cela ne veut pas dire que nous nous désintéressions pour autant des phénomènes technologiques, démographiques, économiques et politiques qui apparaissent au cours de la période étudiée. Si nous pensons que l'étude des idéologies constitue un point de repère privilégié pour saisir le cheminement en profondeur d'une société globale, nous sommes loin de penser que ces idéologies n'ont point de rapport avec l'infrastructure socio-économique. La conscience et les représentations collectives, comme celles de l'individu, sont toujours conscience de quelque chose et en étroit rapport avec les coordonnées existentielles d'un groupe. Même lorsque la conscience prend une tangente pathologique, elle demeure tributaire de la réalité qu'elle déforme. C'est le problème de la fausse conscience individuelle et collective. L'idéologie exprime clairement ce que la conscience collective perçoit à l'état diffus. Contrairement à la tradition marxiste⁴, nous ne croyons pas que l'idéologie se présente toujours comme un reflet déformé de la réalité. C'est l'examen de chaque idéologie qui nous renseigne sur ses rapports avec la réalité. Les groupes sociaux médiatisent les rapports entre les idéologies et l'infrastructure techno-économique. C'est donc dire que dans les sociétés industrielles, où la société se divise en classes sociales, ce sont ces groupes qui secrètent des définitions différentes et divergentes de la société globale dont chacun veut s'approprier la direction. Si d'une façon générale, infrastructure, rapports sociaux, conscience et idéologies se déploient dans le temps suivant l'ordre de cette énumération, nous n'envisageons pas pour autant les relations entre les diverses composantes au système social sur le mode causal ; ces phénomènes s'inter-influencent réciproquement. Si, dans une perspective d'évolution générale - où l'on étudie les types de société et leur évolution - on doit cheminer à partir de l'infrastructure, il nous apparaît qu'en évolution spécifique - où l'on analyse une société globale, non dans le but de la comparer à d'autres mais pour la comprendre de l'intérieur - la voie royale passe d'abord par l'étude des idéologies.

Certains analystes, qui axent surtout leurs études sur le personnel et la pratique politiques sont tentés de ne voir dans les récents événements du Québec qu'une espèce de jeu de bascule entre le parti libéral et le parti conservateur ; pour eux, des équipes se succèdent au pouvoir et représentent à tour de rôle chacune de ces deux tendances. En plus d'appauvrir singulièrement la notion d'idéologie, ces auteurs oublient que les grands partis politiques du Québec, comme ceux de toute l'Amérique du Nord, sont avant tout des groupes d'intérêt qui sont loin de former des centres d'élaboration des idéologies ;

⁴ Dans Pour Marx (p. 238), Althusser développe une conception de l'idéologie qui se rapproche de celle que nous proposons ici. Ces deux conceptions s'éloignent de celle communément acceptée par les marxistes.

ils ont plutôt tendance à être interchangeables dans ce domaine. Il peut arriver que leurs élus représentent mieux telle strate socio-économique qu'une autre, que leur programme s'inspire d'une idéologie plutôt que d'une autre; il faut voir surtout dans ces phénomènes le reflet des idéologies qui s'élaborent ailleurs. Si, à certains moments de notre histoire, les partis politiques ont été des centres privilégiés des idéologies, il y a longtemps qu'elles se forment ailleurs.

Les idéologies globales sont des phénomènes qui mettent en cause l'avenir des sociétés dont elles définissent explicitement les projets d'exister ; si elles visent l'adhésion de toute la société, elles n'en sont pas moins rattachées à des groupes particuliers dont elles expriment la vision du monde et les intérêts. On peut donc dire que les divergences idéologiques à l'intérieur d'une société recouvrent ultimement les conflits entre les classes et les groupes. Il va sans dire que plus une société sera homogène, moins les variations dans les visions du monde et les idéologies seront importantes. Dans l'examen que nous ferons des différentes idéologies qui sont présentement en contestation au Québec, nous tiendrons compte des individus et des groupes qui jouent le rôle de définisseurs de situation ; ils interprètent la réalité à partir de leur position dans la société et ils contribuent ainsi à créer de la réalité sociale en la totalisant et en traçant des projets d'exister collectifs.

2. Aperçus historiques

[Retour à la table des matières](#)

Pour comprendre l'évolution récente des idéologies au Québec, il faut se demander sur quel arrière-plan historique se découpe cette période. Les questions que nous posons au passé sont les mêmes que celles que nous posons aux textes que nous avons colligés. Quelles idées les Québécois (nous n'avons en vue que la seule majorité francophone) se faisaient-ils d'eux-mêmes et de leur société. Quels buts s'assignaient-ils comme groupe et quels moyens préconisaient-ils pour les réaliser ? L'interprétation des idéologies proposée ici veut rendre compte de deux siècles d'histoire et sera forcément schématique.

Quand peut-on commencer à parler d'idéologie pour les Québécois ? En principe, aussitôt qu'un groupe s'est éprouvé comme groupe distinct et qu'un « nous » s'est formé assez puissant pour s'opposer à d'autres « nous », des définisseurs de situation apparaissent qui expriment en clair cette conscience collective. Sous le régime français, il semble que l'autre groupe auquel commençaient à s'opposer les Canadiens était encore trop près d'eux pour que naquît une idéologie. Les Canadiens éprouvaient un sentiment d'altérité à l'égard des métropolitains français mais ce sentiment ne s'était pas encore déployé en conception explicite.

Conquis en 1760, ruinés par la guerre, décapités de leurs élites, les paysans québécois passèrent les quarante premières années de la domination anglaise à survivre et à sécréter dans leurs rangs une nouvelle élite qui prendra sur elle de définir la communauté québécoise et de la représenter politiquement. Cette nouvelle bourgeoisie francophone, composée de gens de professions libérales, s'opposera à la classe mercantile qui, elle, représentera la minorité anglophone. Cette classe sociale, celle des professions libérales, prend sur elle de définir la nation québécoise, qui élabore notre première idéologie. Avec l'apparition d'une conscience nationale au sein de cette bourgeoisie, écrit Fernand Ouellet, la vocation politique de cette dernière s'en trouve renforcée au plus haut point. Dès lors, elle ne défend plus ses intérêts de classe ou n'invoque plus aux yeux du peuple des valeurs abstraites, elle représente la nation et ses attributs essentiels. En 1810, Craig écrit : « En vérité, il semble que ce soit leur désir d'être considérés comme formant une nation séparée. La nation canadienne est leur expression constante...⁵. » Quelles sont les relations de cette bourgeoisie avec le peuple ? Fernand Dumont s'exprime ainsi là-dessus : « Que cette bourgeoisie ait été, au début, acceptée par le peuple comme son porte-parole naturel est un fait certain et s'explique, nous semble-t-il, assez facilement. Fils du peuple, ses membres gardent les attitudes essentielles de la paysannerie dont ils sont issus⁶. »

Depuis les débuts du siècle jusqu'aux années 1830, cette nouvelle bourgeoisie fait bon ménage avec le clergé ; les deux groupes ont à peu près les mêmes vues sur les Canadiens. Mais bientôt, une scission se produit à l'assemblée législative : « avec Papineau, le rêve d'une république canadienne-française autonome commence à se dessiner »⁷. Ce qu'on a appelé la période romantique du Canada français devait mal se terminer : l'Insurrection de 1837-38 est vite matée. L'Église est de plus en plus perçue comme l'alliée du colonisateur par une bonne partie de l'élite bourgeoise. Quand, par la bouche de Mgr Lartigue, elle condamne l'Insurrection, elle s'aperçut que dans la région

⁵ OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Fides, 1966, p. 210.

⁶ DUMONT, Fernand, *Idéologie et conscience historique dans la société canadienne-française du XIXe siècle*, MSS, 1965, p. 11.

⁷ DUMONT, Fernand. : *Ibidem*, p. 16.

de Montréal, ses directives n'étaient pas des mieux accueillies. L'intervention de Mgr Lartigue fut accueillie avec colère, par des manifestations populaires et de violents articles anticléricaux dans la presse patriote. À Montréal, où 1.200 patriotes défilèrent devant la cathédrale Saint-Jacques pendant les Vêpres, il fut dit que la lettre pastorale hâterait la « révolution », et à Chambly, trois hommes quittèrent l'église pendant sa lecture et formèrent un groupe qui accueillit Mgr Bourget et le clergé après la messe par les cris de « A bas le mouvement » ! et « Vive Papineau » ! « Ailleurs, les curés furent régalez du chant de la Marseillaise et du *Libera* »⁸. Déjà, en 1834, Papineau avait fustigé l'Église ; « Le clergé, à qui cet Acte (Acte de Québec, 1774) conservait tous ses droits, ses privilèges et sa prépondérance, avantages qui lui sont mieux conservés par la confiance, la persuasion religieuse et la conviction des peuples, parce qu'il a bientôt perdu auprès d'eux son autorité temporelle s'il veut torturer leurs idées et leurs opinions. Le clergé l'accueillit, cet Acte, avec empressement, s'attacha à la cause du gouvernement et, négligeant celle du peuple, le trouva bon parce qu'il était avantageux »⁹. On voit donc, que la première idéologie du Québec est formulée par une élite laïque qui le définit comme une nation. Pour cette nation, on vise l'indépendance. Épilouquant en 1839 sur les résultats de l'Insurrection, le journaliste Étienne Parent écrit : « Il y en avait, et nous étions du nombre, qui pensaient qu'avec l'appui et la faveur de l'Angleterre, les Canadiens français pouvaient se flatter de conserver et d'étendre leur nationalité de manière à pouvoir, par la suite, former une nation indépendante...¹⁰ » Comme l'écrit Fernand Dumont, « L'Insurrection marque l'échec dans une sorte de spasme, d'agonie, de cette première tentative pour définir la situation et l'avenir de la nation canadienne-française¹¹. »

⁸ WADE, M. : *Les Canadiens français*, T. I, p. 192.

⁹ CHAPPAIS, T. *Cours d'histoire du Canada*, T. IV, p. 27.

¹⁰ FILTEAU, G. *Histoire des Patriotes*, Montréal, 1942, T. III, pp. 243-244.

¹¹ DUMONT, Fernand, Ibidem, p. 18.

3. Naissance de l'idéologie de conservation

[Retour à la table des matières](#)

La bourgeoisie laïque qui domine à l'Assemblée pendant les années 1820-1840, se conduit comme une bourgeoisie nationale et prend sur elle de définir la communauté québécoise et son avenir. Elle n'évoque pas grand écho dans le peuple auquel le libéralisme, l'anticléricalisme et l'anti-britannisme des patriotes faisaient peur. Le clergé demeure dans l'ensemble fidèle à la Couronne britannique. Derbysheire, un envoyé de Durham, « rapporta aussi une observation importante de l'abbé Ducharme, curé de Sainte-Thérèse : « Ce sont surtout les hommes instruits, les docteurs, les notaires, les avocats qui furent à la tête de la rébellion et les grands séducteurs du peuple et il [l'abbé] semble en tirer argument contre l'instruction des classes inférieures ¹². » C'est pourquoi, la Rébellion matée et ses chefs en fuite, le clergé peut reprendre son ascendant sur le peuple avec l'aide du pouvoir britannique. Celui-ci, par le truchement du gouverneur Durham, prend conscience de la situation qui prévaut au Québec.

Durham constate qu'il était venu au Canada en pensant trouver un conflit entre le peuple et l'exécutif, mais qu'au lieu de cela, il avait trouvé « deux nations se combattant au sein d'un même État : je trouvai un conflit non de principes mais de races »... « Le désaccord national s'impose à tous les sens, irrésistiblement et de façon palpable, comme l'origine ou l'essence de toute dispute qui divise la société, nous découvrons que les dissensions qui semblent avoir une autre origine, ne sont que des formes différentes ; de cette querelle constante qui pervertit tout, et que toute contestation en est une -de Français et d'Anglais dès le début ou le devient avant la fin ¹³. »

¹² WADE, M., *Ibidem*, T. I, p. 209.

¹³ WADE, M., *Ibidem*, T. I, p. 221.

Le remède de Durham est simple : il propose l'assimilation du Bas-Canada, très majoritairement francophone au Haut-Canada, très majoritairement anglophone. « je n'ai aucun doute au sujet du caractère national qui doit être donné au Bas-Canada ; ce doit être celui de l'Empire britannique, celui de la grande race qui, dans une courte période de temps, sera prédominante dans tout le continent nord-américain. Sans effectuer le changement tellement rapidement ou rudement qu'il choquerait les sentiments ou piétinerait le bien-être de la génération actuelle, ce doit être dorénavant le but premier et constant du gouvernement britannique d'établir une population anglaise, ainsi que les lois et la langue anglaises, dans cette province et de ne confier son gouvernement à aucune autre législature que positivement anglaise ¹⁴. » Durham ajoute : « Je serais vraiment surpris si la partie la plus réfléchie des Canadiens français entretenait quelque espoir de continuer à conserver sa nationalité. En dépit de leur résignation acharnée, il est évident que le processus d'assimilation est déjà commencé. La langue anglaise gagne du terrain, comme doit le faire naturellement la langue des riches et des employeurs de main-d'œuvre ¹⁵. » On peut difficilement être plus explicite.

Le rapport Durham et l'Acte d'Union, consécutifs à l'Insurrection, marquent un tournant très important dans l'histoire du Québec. Il faudra attendre la fin des années 1950, plus de cent ans plus tard, pour retrouver une autre période aussi importante du point de vue idéologique. On ne saurait trop insister sur cette période. La bourgeoisie professionnelle du Québec est issue de la paysannerie et défend la forme de culture traditionnelle qui s'est développée dans le Québec depuis la conquête. Est-ce par choix ou par nécessité ? Classe dominante d'un peuple dominé politiquement, économiquement et socialement, la bourgeoisie libérale est bien obligée de défendre ce qui existe et ce qui existe c'est un peuple que la Conquête a relégué dans l'agriculture. Rien n'indique que c'est par choix que les Québécois défendent la forme traditionnelle d'économie qu'ils pratiquent. C'est la dialectique de la situation qui l'y entraîne. Ce peuple que la bourgeoisie libérale veut conduire à l'indépendance, « avec l'appui et la faveur de l'Angleterre », est pour le moment pauvre, agriculteur et analphabète. En s'opposant au dominateur et à la classe mercantile anglophone qui le représente, la bourgeoisie nationale défend un mode de vie imposé par la conquête et l'échec de l'Insurrection. Rien ne nous porte à croire que c'est surtout ce mode de vie qu'il défend. C'est avant tout le droit à la vie du peuple québécois comme société globale que la bourgeoisie libérale défend. C'est la liberté d'un groupe majoritaire, conquis militairement, économiquement et politiquement par une minorité, que Papineau et les siens revendiquent.

¹⁴ WADE, M., *Ibidem*, T. I, pp. 222-223.

¹⁵ WADE, M., *Ibidem*, T. I, p. 237.

Mais tout change à partir des années 1840. Le désespoir s'est installé chez les plus engagés des Québécois. Il ne s'agit plus pour eux de conduire le peuple à l'indépendance mais de lutter contre l'assimilation, contre l'anglicisation. C'est le clergé qui devient, avec l'appui de Durham, le principal porte-parole du peuple québécois et celui qui va définir non plus une idéologie d'indépendance mais une idéologie de conservation. Du point de vue de l'idéologie des premières décennies du XIXe siècle, la nouvelle idéologie qui va s'élaborer marque un tragique rétrécissement. Sentant bien qu'ils allaient devenir minoritaires, les Québécois vont se fixer comme objectif non plus de devenir une société indépendante mais de conserver leur culture. Le groupe québécois n'est plus une nation qui doit un jour acquérir l'indépendance mais un groupe ethnique qui a une culture particulière (religion, langue, coutumes) ; cette culture, il va s'agir de la préserver comme un héritage sacré. Durham a accusé les québécois de ne pas avoir d'histoire ni de littérature ; il s'agira de lui prouver qu'ils ont un passé et qu'il est grand. À tel point que le temps privilégié des définisseurs de situation va devenir le passé.

Sur les bords du Saint-Laurent, comme plus tard en Acadie, les Anglais comprirent vite qu'il fallait diviser les québécois pour que naquît un État viable, un État que les Anglais pourront dominer à leur gré. Lord Elgin le savait bien lorsqu'il écrivit : « ... tant que les Canadiens français ne seront scindés en partis politiques s'unissant aux partis britanniques de noms correspondants, je ne crois pas qu'aucune administration forte et durable puisse être organisée... L'élément national se fondrait dans la politique si la scission que je propose était réalisée »¹⁶. Dumont écrira : « La politique deviendra un terrain où périodiquement les politiciens défendront leur nationalité ; mais ce ne sera plus qu'un lieu parmi d'autres, d'élaboration des idéologies nationalistes¹⁷. » La venue du gouvernement responsable va permettre à l'élite des professions libérales de trouver à s'employer et à acquérir une certaine mobilité verticale dans l'administration et les affaires ; Georges-Étienne Cartier, homme d'affaires et politicien, offre un des premiers exemples d'un type de Québécois qui devait profiter du nouveau régime. Il prit part à l'Insurrection de 1837, mais, comme l'a écrit Wade, « il ne prit aucune part au second soulèvement ayant peut-être été amené par ses amis de toujours, les Sulpiciens, à se rendre compte que le clergé avait raison de condamner l'opposition aux autorités, opinion qu'il reconnut plus tard comme la seule qui offrait quelque chance de salut pour les Canadiens français »¹⁸. Avec l'appui de ce même clergé, lui et son parti remporteront toutes les élections dans le Québec jusqu'à la fin du siècle. Le conservatisme triomphait. D'autres jeunes gens des villes iront s'établir à la campagne, au sein de la société traditionnelle. Le roman de Gérin-Lajoie, *Jean Rivard*, exprime bien cette glorification

¹⁶ WADE, M., *Ibidem*, T. I, p. 280.

¹⁷ DUMONT, P., *Ibidem*, p. 31.

¹⁸ WADE, M., *Ibidem*, T. I, p. 342.

de la terre. En 1849, l'auteur écrit dans son journal : « J'en suis venu à mon projet d'aller vivre à la campagne aussitôt que possible... Ah! Si j'étais cultivateur !... L'on ne s'enrichit pas en appauvrissant les autres, comme font quelquefois les avocats, les médecins et les marchands. On tire ses richesses de la terre : c'est l'état qui *semble le plus naturel* à l'homme. Les cultivateurs forment la classe la moins égoïste, la plus vertueuse de la population. Mais elle a besoin d'hommes instruits, qui puissent servir ses intérêts. Le cultivateur instruit a tout le loisir pour faire le bien, il peut servir de guide à ses voisins, conseiller l'ignorant, soutenir le faible, le défendre contre la rapacité du spéculateur. Le cultivateur éclairé et vertueux est, à mon avis, le plus beau type d'homme ¹⁹. » Quelques romans de cette époque sont bâtis autour du thème de la fidélité à l'agriculture et aux valeurs ancestrales. Ces oeuvres romanesques ainsi que les études historiques propageront l'idéologie de conservation que la petite bourgeoisie et l'Église auront élaborée plus systématiquement.

L'historien Michel Brunet écrira : « L'Église canadienne jouit dorénavant d'une liberté qu'elle n'avait jamais possédée depuis 1760. Elle bénéficie, sans s'en rendre parfaitement compte, des avantages de l'établissement de la responsabilité ministérielle et d'un nouveau climat de tolérance religieuse parmi les élites protestantes de la Grande-Bretagne et du Canada anglais... De 1840 à 1865, l'épiscopat canadien dirige une contre-réforme catholique. Celle-ci s'imposait. La libre-pensée avait fait des progrès considérables parmi les classes dirigeantes laïques et la population, en général, avait pris l'habitude de négliger ses devoirs religieux... Le clergé, -mène une lutte vigilante contre les derniers représentants de la libre-pensée. L'Institut canadien et tous les anticléricaux qui demeurent fidèles au romantisme révolutionnaire de la décennie 1830 font quelque tapage mais n'influencent plus la masse de la population ²⁰. » Profitant donc de la liberté que lui accordent les Anglais comme récompense de son attitude loyaliste pendant l'Insurrection, l'Église s'efforce de reprendre le peuple en main. Elle y réussira pleinement. À partir de ce moment-là, l'Église québécoise remplira auprès de la nation le rôle qu'elle remplit auprès de plusieurs groupes minoritaires : celui de compensation. La minorité ne doit pas trop s'attrister de sa situation présente, car les récompenses viendront plus tard. Il ne peut être question d'imiter les Anglais dans leurs réussites matérielles mais pour les Québécois de se réaliser pleinement, de devenir ce qu'ils sont. S'ils sont vaincus et pauvres, peu importe car ils ont une mission providentielle à accomplir en Amérique du Nord : évangéliser et civiliser le continent.

¹⁹ DE MONTIGNY, Louvigny : Antoine Gérin-Lajoie, Toronto, p. 13.

²⁰ BRUNET, Michel : « Trois dominantes de la pensée canadienne-française », *Écrits du Canada français*, III, pp. 98-100, Montréal, 1957.

L'histoire nationale, dans la personne de Garneau plus particulièrement, vient prêter main-forte à l'Église pour bâtir la nouvelle idéologie de conservation. Nourri de Voltaire et de Raynal, Garneau n'en conseille pas moins la prudence et la fidélité aux traditions. « Pour nous, écrit-il, une partie de notre force vient de nos traditions ; ne nous en éloignons pas ou ne les changeons que graduellement. Nous trouvons dans l'histoire de notre métropole elle-même, de bons exemples à suivre... Sans vouloir prétendre à une pareille destinée, notre sagesse et notre ferme union adouciront beaucoup les difficultés de notre situation et en excitant leur intérêt rendront notre cause plus sainte aux yeux des nations ²¹. » La « réaction catholique » ²² - le mot est du père Léon Pouliot, s.j. - mit quelques années à balayer tout ce qui restait d'anticléricisme au Québec. La plus grande bataille que le clergé ait eu à livrer fut contre l'Institut canadien ^{*} dont quelques membres étaient libres-penseurs. Voici comment Auguste Viatte décrit cette lutte. « Une dernière bataille restait à livrer. Québec évolue. Montréal se raidit. L'Institut canadien tire à boulets rouges, Mgr Bourget veut en finir. Dès 1857, un prêtre, chez le libraire Rolland, a détruit 1.500 volumes à l'index, parmi lesquels les œuvres complètes de Lamartine, puisque y figurent Jocelyn et la Chute d'un ange. En 1858, l'évêque exige de l'Institut un autodafé semblable. » Arthur Buies livre un dernier combat avec sa Lanterne. « En vain, il colporte lui-même son journal, les dépôts le refusent et le dernier numéro paraît en mars 1869. À ce moment, Garneau est mort. Crémazie en fuite, une époque s'achève; aux bourrasques du printemps va succéder la sécheresse, tellement prolongée qu'elle compromettra la fécondité du sol et donnera le change sur le climat ²³. » Buies a résisté jusqu'en 1869 ; il y avait déjà plusieurs années que la « réaction catholique » avait fait son oeuvre et que le gros de la population avait été repris en main par l'Église.

Il semble bien, d'ailleurs, si l'on suit l'interprétation de Dumont, que cette prédominance que l'Église acquiert se fait avec le consentement « des leaders, même incroyants, qui ne pouvaient manquer de reconnaître que la religion était un facteur essentiel de la solidarité sociale et un élément fondamental de la nation canadienne-française dans sa différenciation d'avec l'Anglais » ²⁴.

La fédération des territoires britanniques de l'Amérique du Nord et l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui devait être le document constitutionnel qui consacra cette fédération, devait accentuer ce qui était en germe dans le rapport Durham et l'Acte d'Union. En 1840, l'Acte qui unissait le Haut-

²¹ GARNEAU, François-Xavier : Histoire du Canada, pp. 401-402, 1852.

²² POULIOT, Léon : La réaction catholique de Montréal, 1840-1841, Montréal, 1942.

^{*} Fondé en 1844, l'Institut canadien groupait les jeunes Canadiens qui s'intéressaient aux lettres et aux sciences. D'esprit libéral, cette association fut en lutte avec le clergé jusqu'à sa dissolution vers 1878.

²³ VIATTE, A., Ibidem, pp. 95 et 98.

²⁴ DUMONT, F., Ibidem.

Canada anglais et le Bas-Canada français devait avoir pour résultat, dans l'esprit de Durham et des légistes anglais, d'anglifier rapidement le Bas-Canada. Il n'en fut rien. Mais avec la Confédération, c'est-à-dire avec l'union de tous les territoires britanniques en Amérique du Nord (Haut-Canada, Bas-Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, et Ile-du-Prince-Edouard), le processus d'assimilation pouvait apparaître comme inéluctable. Les Québécois, minoritaires dans cette nouvelle formation politique, accentuèrent encore plus leur idéologie de défense et de conservation. Si les Québécois restent majoritaires dans le Bas-Canada, ils ne le sont plus dans le Canada. Même à l'intérieur du Québec, où ils représentent à peu près 75 % de la population d'environ 1.000.000 d'habitants, leur position économique et sociale ne correspond plus à leur importance numérique. Les grandes villes, comme Montréal et Québec, viennent à peine d'acquérir une majorité francophone mais les Anglais y dominent dans le commerce, l'industrie et la finance. C'est ainsi donc que même à l'intérieur du Québec, Anglais et Canadiens s'opposent en tous points : les Canadiens, ruraux et pauvres, sont catholiques et, de tradition et de langue, français; les Anglais, urbains et de condition économique plus avantageuse, sont protestants.

Si la période de la Confédération marque un grand essor économique au Canada, on note, au contraire, un profond malaise économique au Québec qui se traduit par une émigration massive aux États-Unis. L'économie du Canada se déplaçant du Québec vers le sud de l'Ontario, les Québécois vont chercher du travail en Nouvelle-Angleterre. L'élite cléricale et petite-bourgeoisie, pour contrer cette émigration, lance un vaste mouvement de colonisation et de retour à la terre. Le Québec poursuit l'élaboration de son idéologie de conservation qui le pousse à demeurer à l'intérieur de ses frontières ; « relativement à l'abri des influences anglo-saxonnes, il (le Bas-Canada) s'absorbe dans la préservation de sa personnalité qu'il voudrait immuable, hors du temps et de l'espace, en vase clos »²⁵. Une coupure de plus en plus accentuée se fait d'avec la France. L'année de la Commune, en 1871, Mgr Raymond écrit : « La capitale de la France, centre de ces iniquités et de ces immondices, ne m'apparaît plus que comme une terre souillée, ainsi que celle de Babylone ou de Sodome, et comme telle appelant la vengeance du ciel »²⁶. » Au fur et à mesure se construira la théorie des deux France. C'est Thomas Chapais qui en donnera la formulation la plus explicite : « Il y a actuellement deux France, la France radicale et la France conservatrice, la France incrédule et la France catholique, la France qui blasphème et la France qui prie. Notre France à nous, c'est la seconde »²⁷. » Cet éloignement de la France ne fut compensé par aucun rappro-

²⁵ VIATTE, A., *Ibidem*, p. 99.

²⁶ RAYMOND, Mgr, *Revue Canadienne*, 1er janvier 1871, p. 38.

²⁷ CHAPAIS, Thomas : Discours et conférences, Québec, 1908, p. 39.

chement avec les Anglais du Canada. L'affaire Riel * des années 1880 vint encore durcir les relations entre le Québec et le Canada. L'avènement d'un Québécois, Laurier, comme premier ministre du Canada, de 1896 à 1911, semble marquer une trêve dans le combat entre les deux groupes : il se fait élire tant par le Québec que par le Canada.

Pendant le règne de Laurier, l'économie du Québec connut une croissance accélérée. Quoique le mouvement d'industrialisation fût surtout dirigé de l'extérieur et activé dans le Québec par l'élément anglophone, on peut dater des premières décennies de ce siècle la transformation radicale que devait subir le genre de vie traditionnel des Québécois. Et c'est par le biais du problème ouvrier que le Québec a d'abord affronté les conséquences de sa première industrialisation massive ²⁸. Là, comme ailleurs, l'idéologie de conservation joua fortement. Pour empêcher les Québécois d'entrer dans les syndicats internationaux, le clergé contribua fortement à fonder des syndicats catholiques qui devaient les protéger de la neutralité religieuse des Américains.

Au moment où Laurier quitte le gouvernement, en 1911, après quinze ans de pouvoir, le Québec a profondément changé. Rural dans une proportion de 77 % en 1871, il est à moitié urbain, quarante ans plus tard. A cause de son développement industriel et commercial, Montréal avait attiré beaucoup de ruraux qui y sont venus grossir le contingent des manœuvres et des salariés. La minorité anglophone continue à détenir la richesse et la puissance industrielle et financière. Déjà, à ce moment-là, Errol Bouchette, un écrivain québécois, conseille instamment à ses compatriotes de s'emparer de l'industrie plutôt que du sol ; pour lui, l'avenir du Québec est industriel plutôt qu'agricole. Bouchette constate avec amertume qu'une population francophone de 1.293.000 habitants n'envoie à l'Université que 7122 étudiants alors que les Anglais du Québec en envoient 1.358 pour une population de 196.000. Seulement 27 étudiants francophones préparent des carrières scientifiques alors qu'il y en a 250 chez les anglophones du Québec. « Vers 1890, on pourrait croire, écrit Viatte, que la littérature canadienne [québécoise] va mourir. Le conformisme devient immobilisme, toute nouveauté quelconque est censurée. En vain, les critiques déplorent « cette quasi-impuissance de produire qui résulte des difficultés de la langue, de l'absence des hautes écoles, de la rareté des livres, de l'indifférence générale à toute question un peu élevée, du politiquage à outrance et de l'invasion progressive de l'esprit américain ²⁹. » Quelques années plus tard, dans la première décennie du XXe siècle, l'École littéraire de Montréal fait naître de grands espoirs. Mais il faudra attendre

* Riel, un métis de l'ouest du Canada, prit la tête d'une rébellion contre le gouvernement central d'Ottawa, à l'occasion de la création des provinces de l'ouest. Le Québec se rangea unanimement pour lui contre Ottawa.

²⁸ Louis Maheu vient de consacrer sa thèse de maîtrise à ce problème, au Département de Sociologie, Université de Montréal, 1966.

²⁹ VIATTE, A., *Ibidem*, p. 133.

encore une quarantaine d'années avant que le mouvement ne soit vraiment amorcé.

L'affrontement entre francophones et anglophones qui s'était manifesté lors de la guerre des Boers en 1899, les Québécois refusant de participer à cette guerre impérialiste, continua pendant la Grande Guerre de 1914-1918. La question des écoles séparées de l'Ontario vint encore aggraver le conflit entre le Québec et le Canada. À l'Assemblée législative du Québec, un député ministériel déposa un projet de loi visant à provoquer le retrait du Québec de la Confédération ; les débats durèrent plusieurs jours. À la fin, le député retira son projet de loi. Le premier ministre du Québec, Lomer Gouin, se déclara contre le retrait de la Confédération en invoquant le sort qui serait fait aux minorités francophones du Canada et l'impossibilité pour le Québec d'assurer seul sa survie économique. C'est pendant cette période que Henri Bourassa, petit-fils de Louis-Joseph Papineau, le leader de l'Insurrection de 1837, se fit le champion d'une sorte de nationalisme pan-canadien et qu'il plaida pour une politique internationale qui fût « canadienne » et non plus britannique. Vers 1917, désabusé, semble-t-il, par la tournure des événements - conscription pour service outremer, brimades envers les minorités francophones en Ontario - il se tourna vers l'étude des problèmes religieux et publia un volume intitulé : *Le Pape, arbitre de la paix*, et il fit une grande conférence sur « La langue, gardienne de la foi ». Son influence sur des générations de Québécois fut profonde et explique certaines des positions des nationalistes traditionnels qui gravitent, encore aujourd'hui, autour du Devoir et de l'Action Nationale.

Pendant les premières années de l'après-guerre, le Québec continue de s'industrialiser à un rythme accéléré. Les États-Unis étendent de plus en plus leur emprise économique et culturelle sur le Québec. En 1921, la population francophone du Canada atteint son plus bas niveau, soit 27,9 %. La population urbaine du Québec dépasse pour la première fois dans son histoire, la population rurale, soit 56,01 %. Montréal compte 618.506 habitants dont 63,9% sont francophones. Plusieurs centres industriels importants se développent : Trois-Rivières, Hull, Shawinigan, Grand'Mère, Chicoutimi, La Tuque. Les ressources naturelles du Québec continuent d'être exploitées par des étrangers. Le manque de capitaux et de techniciens accentue encore la domination du pays. Dans les années 1930, naît un mouvement séparatiste en continuité directe avec le mouvement nationaliste traditionnel. La guerre vint mettre fin à ce mouvement. Non que le conflit entre les francophones et anglophones s'atténua ; comme en 1899 et en 1914-1918, la population francophone du Québec s'opposa majoritairement à l'envoi de troupes d'outre-mer. Le mouvement d'industrialisation et d'urbanisation qui se produisit à l'occasion de cette deuxième grande guerre devait préparer des lendemains mouvementés. Ce sont ces deux dernières décennies qui font l'objet de ce volume.

Caractérisation des idéologies québécoises (1945-1965)

[Retour à la table des matières](#)

Pour décrire et caractériser les idéologies du Québec pendant les deux dernières décennies, nous employons la définition de l'idéologie globale que nous avons développée dans la première partie de ces remarques. En somme, une idéologie globale c'est un projet d'exister qui est proposé à une société par un de ses sous-groupes et qui vise à exprimer la conscience totale de la société et à faire partager sa définition de la situation par l'ensemble de la société. Dans une société complexe, le conflit des idéologies traduit surtout le conflit des sous-groupes qui luttent pour faire accepter de la majorité leur théorie de la société et, ultimement, Pour diriger cette société.

i. Idéologie de conservation

[Retour à la table des matières](#)

Quand la deuxième grande guerre éclate en 1939, l'idéologie dominante au Québec c'est l'idéologie de conservation qui a commencé de se développer dans la deuxième moitié du XIXe siècle. C'est à cette idéologie que s'était ralliée la majorité de ceux qui dans le Québec avaient pris sur eux de définir la nation et avaient orienté son action collective. Pendant les cent années, ou à peu près, que l'idéologie de conservation a été dominante, le clergé et un grand nombre de membres des professions libérales se sont faits les champions de cette idéologie. Est-ce à dire que ce fut la seule définition du Québec qui ait existé pendant ce siècle ? Non, mais les autres définitions n'ont pas eu la faveur du public et n'ont pas informé le comportement d'une majorité de Québécois. Le clergé et les professions libérales qui contrôlaient, à toutes fins

pratiques, la plupart des media d'information, des maisons d'enseignement, des livres, des manuels scolaires avaient tout le loisir de disséminer leur idéologie. Il faut aussi ajouter que les québécois vivant dans un autre ensemble politique, le Canada, pouvaient et peuvent, à la rigueur, oublier le fait qu'ils sont Québécois pour participer à l'idéologie du Canada. Les Québécois peuvent s'évader physiquement ou autrement de leur nationalité et vivre comme s'ils étaient Canadiens ou Nord-Américains. Les contestations idéologiques peuvent ne pas se produire pour cette raison précise. Ajoutons que pendant tout le temps que l'éducation nationale est demeurée aux mains du clergé, il a pu propager et imposer sa définition du groupe québécois. Comment caractériser cette idéologie ? Elle définit le groupe québécois comme porteur d'une culture, c'est-à-dire comme un groupe qui a une histoire édifiante, qui est devenu minoritaire, au XIXe siècle, et qui a pour devoir de préserver cet héritage qu'il a reçu de ses ancêtres et qu'il doit transmettre intact à ses descendants. Essentiellement, cet héritage se compose de la religion catholique, de la langue française et d'un nombre indéterminé de traditions et de coutumes. Le temps privilégié de cette idéologie est le passé. Au moment où elle fut élaborée, les Québécois devenaient minoritaires et risquaient l'assimilation. Il était normal que cette idéologie idéalisât les traits de la société québécoise de la deuxième moitié du XIXe siècle; cette société était effectivement catholique, de langue française, agricole et traditionnelle. Menacée d'assimilation cette forme de société et ses principales caractéristiques ne devaient pas changer. Intervinrent ensuite des phénomènes de rationalisation et de justification. Cette culture, non seulement c'était celle des Québécois, mais la meilleure culture qui fût. Cette idéologie s'est imposée au cours des ans, a traversé la fin du XIXe siècle et s'est transmise presque intacte jusqu'au début de la deuxième grande guerre.

Le sociologue Gérard Fortin de l'Université Laval a analysé une des principales revues qui a transmis cette idéologie au cours des ans, l'Action française, plus tard appelée l'Action nationale. Il l'a analysée depuis sa parution en 1917 jusqu'en 1953³⁰. On y retrouve les principaux thèmes de cette idéologie de conservation. On y vante les mérites de la langue française, de la religion catholique, de la culture spiritualiste, de l'histoire nationale, de la ruralité, de la famille; on y dénonce les dangers de l'impérialisme anglais, de l'industrialisation, de l'urbanisation, des moyens de communication de masse; on y prône l'achat chez nous, le respect des deux cultures et des minorités francophones. Dans la dernière décennie, 1943-1953, on commence à s'intéresser aux questions économiques et sociales ; la question ouvrière fait son apparition dans la revue ; Fortin écrit : « Si l'on considère les fins et les moyens de l'idéologie, on observe que les buts n'ont pas changé, ils furent

³⁰ FORTIN, Gérard : *An Analysis of the Ideology of French Canadian Nationalist Magazine : 1917-1954*, MSS, Cornell University, 1956.

affirmés plus fortement quand de nouvelles interprétations de la situation furent élaborées ³¹. »

ii. Idéologie de contestation et de rattrapage

[Retour à la table des matières](#)

C'est après la deuxième grande guerre que l'idéologie de conservation est sérieusement contestée par une autre couche de la population : syndicalistes, intellectuels, journalistes, artistes, étudiants et certains membres des professions libérales. Il est bien sûr que cette forme de contestation avait des antécédents historiques ; elle peut, par bien des côtés, être rattachée à la tradition libérale. Celle-ci ne remet certes pas en cause le fait que le Québec possède une culture différente de celle du reste des habitants du Canada et qu'il faut en conserver les éléments principaux mais il faut, selon elle, mettre à jour cette culture. Le mouvement idéologique, qui naît après la deuxième grande guerre, est surtout un mouvement de contestation contre l'ancienne idéologie de conservation, c'est-à-dire que sa partie négative, celle qui s'oppose à l'ancienne est la plus développée ; nous verrons que la partie positive reste en dessous de la ligne de flottaison et qu'elle reste presque toujours implicite.

On peut dire que devant les transformations démographiques, économiques sociales et économiques qu'a subies le Québec de 1939 à 1945, l'ancienne idéologie et l'ancienne structure de pouvoir du Québec étaient devenues anachroniques. Son irréalisme sautait aux yeux. Si l'on prend pour plus de commodité la décennie 1939-1950, on s'aperçoit, en consultant l'étude de Faucher et Lamontagne, qu'au Québec la main-d'œuvre a doublé de 1939 à 1950 : « Cet accroissement, affirment ces économistes, est égal à la croissance du siècle qui se termine en 1939. » « Durant cette même période, ajoutent les auteurs, le taux d'industrialisation dans le Québec a dépassé celui du Canada. Depuis 1939, les produits manufacturés ont augmenté, en volume, de 92% pour le Québec et de 88% pour le Canada; les nouveaux capitaux dans les industries manufacturières du Québec ont augmenté de 181% dans le Québec

³¹ Ibidem, p. 205.

et de 154% au Canada³². » Nathan Keyfitz, de son côté, montre le mouvement de la population du Québec de l'agriculture vers l'industrie. « Pendant la guerre et les années de l'après-guerre, -la population employée dans l'agriculture passa de 252.000 à 188.000, une baisse de 64.000. Ce retrait fit plus qu'annuler l'accroissement continuuel qui était manifeste depuis 1901 ; on voit le résultat surprenant suivant : bien que la population du Québec soit trois fois plus élevée en 1951 qu'elle l'était en 1901, elle compte moins d'individus dans l'agriculture. L'accroissement dans l'industrie non-agricole est visible dans chacun des principaux groupes d'occupation, à l'exception de la pêche et du trappage, qui, comme l'agriculture ont vu leurs effectifs décroître substantiellement. L'accroissement de 79.000 à 237.000 dans les occupations manufacturières est particulièrement important³³. »

Il apparaît donc que le Québec a subi massivement pendant la décennie 1939-1949 des transformations plus importantes que dans quelque autre décennie de son histoire, mises à part celles de la Conquête et de l'Insurrection. L'idéologie de conservation qui avait surmonté toutes les autres vagues d'industrialisation et d'urbanisation n'a pas pu résister victorieusement à la dernière. Il faut s'empresse d'ajouter que, depuis de nombreuses années, l'idéologie dominante était largement devenue inopérante au niveau des comportements quotidiens. Elle continuait à guider la politique générale de la nation, mais elle n'informait plus le comportement des plus dynamiques qui s'étaient retirés dans leur quant-à-soi ou dans des petits groupes qui œuvraient à l'intérieur d'autres cadres de référence. Les sociétés patriotiques continuaient à défendre la culture canadienne-française (notre religion, notre langue et nos traditions) pendant que la majorité des individus partageaient un certain nombre d'images d'Épinal concernant leur nation ; d'autres s'intégraient idéologiquement à d'autres sociétés nord-américaines, au Canada en particulier.

Dans les années d'après-guerre s'est ouverte la contestation de cette idéologie. Il ne serait pas faux de dire que c'est la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval (sociologues et économistes) qui a constitué, à la fin des années 1940 et pendant les années 1950, le centre de contestation le plus cohérent ; à eux sont venus se greffer des revues - *Cité Libre* est l'exemple le plus évident - des mouvements - L'Institut Canadien des Affaires Publiques par exemple -où se retrouvaient des intellectuels, des professeurs, des syndicalistes, des journalistes et des politiciens libéraux. S'inspirant d'analyses économiques et sociologiques du milieu québécois et de leur connaissance d'autres démocraties occidentales, ces mouvements et ces individus entreprirent la critique systématique de l'idéologie de conservation ainsi -que de la culture québécoise.

³² FAUCHER, Albert et LAMONTAGNE, Maurice : *French Canadian Society*, Vol. I, Édité par Marcel Rioux et Yves Martin, Toronto, 1964, p. 267.

³³ KEYFITZ, Nathan : « Population Problems », in *French Canadian Society*, Vol. 1, Édité par Marcel Rioux et Yves Martin, Toronto, 1964, p. 227.

On a écrit que la décennie 1950 a constitué une période où les problèmes sociaux ont été abordés, c'est-à-dire où les problèmes ouvriers ont été reconnus. Même l'Action Nationale, dont on a vu plus haut qu'elle a constitué pendant plusieurs décennies une des tribunes les plus représentatives de cette idéologie de conservation, a introduit ces thèmes dits sociaux dans ses pages. Déjà en 1949, la grève de l'amiante, par les remous qu'elle a provoqués, a fait prendre conscience que la société québécoise n'était plus une société traditionnelle vivant principalement de l'agriculture mais une société où la majorité des citoyens se composait de travailleurs salariés; quelques années plus tard, on dira que la société québécoise s'était peu à peu prolétarisée.

Il est bien évident que critiquant l'idéologie de conservation et la culture québécoise en général, les opposants durent critiquer non seulement des idées, des valeurs, des comportements et des institutions mais les groupes et souvent les individus qui étaient responsables, selon eux, des orientations globales qui informaient la politique du Québec. Il est bien évident que par ce biais on rejoignit le clergé qui, depuis toujours au Québec, avait été responsable de l'éducation nationale. On peut dire que c'est de ces années-là que datent les discussions à ciel ouvert sur l'éducation, la religion et l'interprétation traditionnelle de notre histoire. Il était fatal qu'on en vint vite à critiquer le catholicisme québécois et ceux qui l'avaient ainsi rétréci, particularisé, « québéquisé ». Maurice Tremblay, dont nous donnons un texte ci-après, a fort bien exprimé ce fait : « L'Église est sans doute parvenue, par cette attitude de défense farouche à l'égard des influences protestantes et à l'égard du modernisme français, à maintenir la culture canadienne-française intégralement catholique; malheureusement, il faut avouer que ça a été, dans une large mesure, au prix d'un dogmatisme étroit et stérilisant et d'un autoritarisme figé dans le conservatisme. Ce catholicisme canadien-français nous apparaît en effet, dans l'ensemble, comme un catholicisme de conserve, à l'arrière-garde des transformations radicales que l'évolution du monde exige de la chrétienté... nous avons ici un exemple de cet ultra-montanisme étroit et improductif dont l'Église a fait sa principale arme dans sa politique générale de conservation et de défense de la chrétienté canadienne française. » Cette Église a toujours eu partie liée ici avec cette société traditionnelle que l'idéologie de conservation - dont elle était elle-même largement responsable - voulait préserver dans le monde nord-américain qui la niait et dépassait de toutes parts. « En effet, dit encore Tremblay, d'une façon générale, l'Église tend au Canada français, à contre-courant de l'industrialisation et de l'urbanisation grandissantes, au maintien des cadres et des modes de vie d'une civilisation rurale qu'elle pouvait dominer et informer de son idéal de vie religieuse et chrétienne, et dont elle garde une nostalgie évidente ³⁴. »

³⁴ TREMBLAY, Maurice : *La pensée sociale au Canada français*, MSS, 1950, pp. 33 et 36.

L'autre pouvoir que ce nouveau groupe des définisseurs de situation a vivement attaqué pendant toute cette période, c'est le pouvoir politique incarné au Québec depuis 1936 jusqu'en 1960³⁵ par l'Union Nationale et son chef, Maurice Duplessis. S'appuyant sur les populations rurales et sur une bonne partie du clergé qui contrôlait ces populations, ce parti mettait en pratique cette idéologie de conservation qui s'est perpétuée au Québec pendant de nombreuses décennies. Affectant le plus complet pragmatisme, se méfiant des intellectuels et des idéologues, Duplessis menait la politique la plus conservatrice au nom de l'autonomie du Québec et du gros bon sens paysan. Dans la meilleure veine du conservatisme traditionnel, il menait une politique personnelle où chacun se connaissait et où le prince octroyait ses largesses aux bons - ceux qui avaient voté pour lui - et laissait croupir les méchants, les comtés et les régions qui lui manifestaient quelque opposition. Sa façon d'administrer le Québec était aussi anachronique que l'idéologie dont il s'inspirait. On y retrouvait de nombreux traits d'une société pré-industrielle qui cadraient parfaitement avec ceux de l'idéologie de conservation qui avait été élaborée expressément pour assurer la préservation de la société traditionnelle que le Québec était resté au milieu du XIXe siècle.

L'opposition libérale qui se composait de partisans du parti libéral - et d'autres opposants - mit quinze ans à vaincre ces deux pouvoirs, politique et idéologique, qui s'étaient greffés l'un sur l'autre, qui s'épaulaient et qui ralliaient une majorité d'électeurs. Les traditionalistes s'appuyaient sur deux traits fondamentaux de la situation québécoise : la conviction que les Québécois ont une identité propre qui les distingue fortement des autres groupes nord-américains et celui - qui est corollaire du premier - d'être restés un peuple dont la culture était encore traditionnelle bien que vivant dans une société largement industrialisée et urbanisée. En somme, l'opposition idéologique d'avant 1960 voulait que fût comblé l'écart qui s'était formé entre la culture québécoise (idées, valeurs, symboles, attitudes, motivations) et la société québécoise (technologie, économie, urbanisation, industrialisation). Cet écart entre la culture et la société québécoise produisait un écart global entre le Québec et les autres pays nord-américains. On peut donc dire que ceux qui s'opposaient au régime (idéologie et pouvoir) dans le Québec, pendant la période 1945-1960, participaient non seulement à une idéologie de contestation mais plus fondamentalement à une idéologie de rattrapage.

Constatant le retard pris par le Québec, dans presque tous les domaines de l'activité humaine, les opposants ont surtout critiqué les élites qu'ils rendaient responsables d'un tel état de choses. Que voulaient ces nouveaux définisseurs pour le Québec ? Quelle société voulaient-ils que le Québec devint ? C'est ici qu'il faut, du point de l'analyse des idéologies, faire certaines distinctions. La partie critique et négative de cette phase a été, semble-t-il, la plus nourrie, la

³⁵ Avec une interruption pendant les années de guerre 1939-1944.

plus systématique et de loin la plus nombreuse. Et cela s'explique assez facilement. L'idéologie de conservation et le pouvoir politique avaient idéalisé la culture québécoise à un point tel qu'il devenait de nécessité urgente, pour les opposants, de dégonfler d'abord les ballons qui s'étaient formés depuis des décennies. Selon les personnes en place, le Québec possédait le meilleur système d'éducation, la religion la plus pure, la langue la plus « louis-quatorzième » et les traditions les plus humanistes. Là-dessus, s'était greffé un messianisme qui voulait faire participer le reste de l'univers à ces trésors culturels. Selon l'opinion qu'on prête à Duplessis, des Québécois étaient devenus des Français améliorés. Il n'est pas surprenant que la première tâche que les opposants de l'après-guerre se soient fixée c'est de critiquer ce que le Québec était devenu et d'opposer la misérable réalité aux fantasmagories de ses élites. Quant à la contre-partie positive de cette idéologie de contestation, elle est loin d'être aussi bien caractérisée.

On peut dire que si les opposants s'entendaient relativement bien sur ce à quoi ils s'opposaient, il n'en allait pas ainsi sur les objectifs positifs qu'ils assignaient à la société qu'ils voulaient construire. Il semble d'ailleurs que mobilisés par le combat qu'ils livraient aux forces de l'ordre, la plupart ne se soient pas interrogés sur la partie positive de leur idéologie. L'opposition au régime avait rassemblé plusieurs individus et groupes venus d'horizons assez différents : syndicalistes catholiques et internationaux, leaders d'action catholique, intellectuels catholiques et progressistes, fractions de groupes anticléricaux et socialisants, membres des partis libéraux du Québec et du Canada et étudiants de divers niveaux. Il ne serait pas exagéré de dire qu'à cause de l'histoire du Québec et de son climat intellectuel et politique, le seul autre modèle de société qui s'imposait aux protestataires avec une certaine précision, c'était celui des autres sociétés nord-américaines. Ce que la plupart d'entre eux désiraient c'est que le Québec devint une démocratie libérale, comme Washington ou Ottawa. On retrouvait chez un certain nombre d'entre eux l'influence de courants d'idées européens et plus particulièrement français - la revue *Esprit* par exemple - mais chez la plupart c'était le modèle outaouais qui consciemment ou inconsciemment prévalait. Pendant cette période, un certain nombre de professeurs et d'étudiants de la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval s'étaient ouvertement rangés avec Ottawa. L'exemple le plus typique est celui de Maurice Lamontagne³⁶ qui devait rallier Ottawa dès 1954. Trois des principaux leaders du mouvement d'opposition de l'après-guerre, MM. Marchand³⁷, Pelletier³⁸ et Trudeau³⁹ devaient rejoindre Lamontagne quelques années plus tard. D'autres comme MM. Sauvé⁴⁰ et Pélipin⁴¹ entraient aussi dans le gouvernement canadien. Plusieurs

³⁶ Il devait devenir ministre dans le gouvernement Pearson à Ottawa.

³⁷ Ces cinq hommes sont actuellement ministres du gouvernement Pearson.

³⁸ Idem.

³⁹ Idem.

⁴⁰ Idem.

devinrent fonctionnaires du gouvernement du Canada. Si pendant les années 1950 plusieurs s'opposaient au régime d'Ottawa, on peut dire après coup que c'était là qu'allaient inconsciemment leurs préférences et que la partie positive de leur idéologie puisait largement dans le modèle de la démocratie libérale. Nous avons cherché à trouver des textes de cette période qui exprimeraient la partie positive de cette idéologie de contestation. Ils sont très rares. Un des seuls que nous ayons trouvés est justement celui de M. Lamontagne que nous reproduisons ci-après.

Du point de vue des idéologies globales du Québec - qui est ici le nôtre - nous avons repéré trois idéologies principales : l'idéologie de conservation qui a été dominante pendant un siècle et dont l'essentiel restait debout à la fin de la guerre ; l'idéologie de rattrapage qui devait être celle vers laquelle la plupart des opposants de la décennie 1950 allaient se tourner, la troisième, l'Idéologie de développement et de participation, ne devait apparaître et se cristalliser qu'à la fin de la décennie 1950. En termes hégéliens on pourrait voir dans la première idéologie une période d'affirmation, dans la deuxième la négation de la première et dans la troisième, la négation de la négation, c'est-à-dire, une seconde affirmation.

iii. Idéologie de développement et de participation

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on examine attentivement les livraisons de *Cité Libre*, qui nous semble être l'organe d'opinion qui a mené la lutte la plus systématique et la plus cohérente contre l'idéologie de conservation, on se rendra compte que ce fut réellement une revue de contestation contre Duplessis, le clergé, le système d'éducation et maints autres sujets - mais qu'elle n'a jamais développé d'une façon un peu systématique la partie positive de son idéologie. À ses débuts, en 1950, et jusqu'au début de 1960, elle combattait l'idéologie de conservation ; à partir des années 1960, elle se mit à rompre des lances contre la troisième idéologie; ce n'est qu'en 1964 que Pierre-Elliott Trudeau publia ce qui peut sembler être l'exposé le plus positif que la revue ait jamais publié : « Pour une politique fonctionnelle ». C'est cette troisième idéologie contre laquelle s'est élevée *Cité Libre* dans les années 1960 que nous voulons maintenant caractériser.

⁴¹ Idem.

On peut dire que l'idéologie de rattrapage a grandement contribué à discréditer les élites traditionnelles du pouvoir et l'idéologie de conservation ; elle a essentiellement dirigé ses critiques contre le groupe québécois lui-même ; c'est à une critique interne qu'elle s'est surtout livrée. Si l'on peut schématiser la pensée des principaux porte-parole de cette idéologie, il ne semble pas qu'ils missent en doute le postulat fondamental de l'idéologie de conservation, à savoir que le Québec forme une culture, c'est-à-dire un groupe ethnique qui possède certains caractères de langue, de religion et de traditions qui le distinguent des autres groupes ethniques du Canada et du continent nord-américain ; si le Québec est retardataire par rapport à ces autres groupes ethniques, c'est à cause de ses élites qui l'ont fourvoyé dans les voies du conservatisme, du nationalisme, du chauvinisme et -du messianisme. Pour eux, ce groupe ethnique devrait, maintenant, acquérir une culture et une idéologie plus ouvertes et s'intégrer à la société canadienne : selon Lamontagne, il s'agit d'intégration lucide à la Confédération. On voit donc que cette idéologie de rattrapage continue en gros l'essence de l'idéologie de conservation en ceci que le Québec possède une culture distincte et qu'il doit s'accommoder d'être imbriqué dans le Canada. La différence essentielle entre la conservation et le rattrapage réside dans le type de culture que le Québec doit se donner. La première idéologie est tournée vers le passé ; la seconde est résolument tournée vers le présent, demande qu'on mette cette culture québécoise à jour et qu'on la fasse rayonner dans le Canada ; elle invite les Québécois, dans ses derniers énoncés, à déborder leurs frontières et à faire sentir leur présence partout au Canada.

La troisième idéologie garde elle aussi certains traits de l'idéologie de conservation en ceci qu'elle reconnaît que le Québec possède une culture différente des autres groupes nord-américains ; avec l'idéologie de rattrapage elle reconnaît que les élites du passé ont perverti cet héritage, que cette culture et l'idéologie de conservation sont devenues anachroniques et qu'il faut que le Québec entre de plain-pied dans le XXe siècle. Elle reconnaît aussi que le décalage entre la structure sociale du Québec et sa culture doit être comblé. Mais là s'arrêtent les ressemblances avec les autres idéologies. Par delà les décennies, elle rejoint la première idéologie du Québec, celle d'avant la Confédération, celle même d'avant l'Union. Le Québec est non seulement une culture, c'est-à-dire un groupe ethnique qui possède certaines différences de langue, de religion et de traditions, mais elle est une société qui doit s'autodéterminer et conquérir son indépendance. Or, comme cette idéologie reparait dans la deuxième moitié du XXe siècle, et que la société québécoise est devenue une société industrielle, elle doit, comme toute société industrielle, contrôler son économie et sa politique. Il ne peut donc être question, pour les tenants de cette idéologie, que le Québec s'intègre, lucidement ou pas, à une autre société, fût-ce le Canada.

Comment expliquer la naissance et le développement de cette idéologie ? On pourrait avancer à juste titre qu'elle s'inscrit dans la ligne de nos idéologies traditionnelles. Mais il y a plus. Ce ne sont pas les mêmes couches de la population qui adhèrent à l'une et à l'autre. Il ne semble pas que les nationalistes traditionnels ni que les libéraux de l'idéologie de rattrapage soient devenus, pour la plupart, partisans de la troisième et plus récente idéologie. Ce sont donc d'autres groupes de la population, ceux qui sont devenus plus actifs depuis 1960 - ouvriers, coopérateurs, cadres, enseignants, fonctionnaires, étudiants - qui contribuent le plus activement à l'élaboration de cette idéologie et à sa diffusion. On y retrouve, il est vrai, quelques couches de population qui déjà dans l'idéologie de rattrapage commençaient de faire sentir leur présence mais ces couches ont été élargies et d'autres, comme tous les nouveaux syndiqués, ont tendance à souscrire, implicitement souvent, à cette nouvelle définition de la société québécoise.

Dans un phénomène aussi diffus que la naissance d'une nouvelle idéologie, il est difficile d'en suivre précisément toutes les étapes. La critique à laquelle a été soumise la société québécoise depuis la fin de la dernière guerre n'a pas été sans créer de déchirantes angoisses et de profonds déséquilibres dans une population qui traditionnellement « était en possession tranquille de la vérité ». Les vérités les plus établies, les mythes les plus diffusés furent attaqués de front par de plus en plus d'individus et de sous-groupes. Enfin, en 1960, ce qu'on a vite commencé d'appeler la révolution tranquille a commencé, et cette fois de façon globale, à changer le climat idéologique du Québec. Du point de vue qui nous occupe ici, celui de l'idéologie, qui concerne la théorie que les groupes se donnent d'eux-mêmes, il est sûr que l'un des premiers effets de 1960 et des réformes qui s'ensuivirent fut de revaloriser l'image que bien des Québécois se faisaient d'eux-mêmes et de leur société. Être Québécois pendant les années noires du duplessisme n'était pas un attribut dont on se vantait volontiers. Pour détrôner Duplessis, il fallait bien l'attaquer et dénoncer tous ceux qui, éducateurs, politiciens, élites professionnelles - étaient responsables du fait que le Québec était le seul État féodal, « North of the Rio Grande ». Le jour où de plus en plus de Québécois se rendirent compte qu'ils pouvaient collectivement se sortir de leur ornière, ce jour-là ils prirent goût au changement et commencèrent de se re-définir, de se fixer de nouveaux buts et des moyens pour les atteindre. L'idéologie de rattrapage - celle qui voulait amener le Québec sur un pied d'égalité avec le reste de l'Amérique du Nord - servit de moteur à bien des prises de position et à bien des réformes. Or comme il s'agissait, dans les années 1960, pour le peuple québécois de passer à un autre stade de mentalité et de développement, les moyens qu'il aurait à utiliser pour ce faire, la direction que devait prendre cette réforme ne pouvaient être les mêmes que ceux que les sociétés qu'on voulait rattraper - les démocraties anglo-saxonnes du continent - avaient elles-mêmes employés à plusieurs décennies de distance.

Déjà, dans les dernières années du régime Duplessis, des mouvements indépendantistes étaient nés. Admettant à peu près toutes les critiques qui avaient été dirigées contre l'état de la société québécoise, cette nouvelle génération d'indépendantistes alla plus loin que la critique citélibriste et se demanda si une bonne partie des maux du Québec ne provenaient pas du fait qu'il avait toujours été une société dominée, ce qui expliquait le rétrécissement de sa culture, son infériorité économique -et la peur morbide de perdre son identité. C'était se tourner vers la critique externe. Et parce que dans le monde entier, on parlait de plus en plus de décolonisation et de libération nationale, on en vint vite à utiliser ces termes et à fixer de nouveaux buts à l'action collective des Québécois. Dès le début pourtant, ces nouveaux mouvements se scindèrent en deux grandes catégories : ceux qui, comme l'Alliance Laurentienne, acceptaient en gros la définition du groupe québécois qu'avait établie l'idéologie de conservation et ceux qui, comme la *Revue Socialiste* de Raoul Roy, commençaient à donner une autre définition de la nation québécoise; la première plus traditionnelle, s'inscrivait dans la ligne des options idéologiques que le Québec a connues depuis plusieurs décennies, la deuxième devait devenir l'idéologie de développement et de participation dont il sera question plus longuement maintenant.

À cause de l'homogénéité du peuple québécois et de sa culture (je laisse de côté la minorité anglophone) les options politiques du Québec depuis la Confédération, le cadre de référence de tous les partis politiques a toujours oscillé entre certaines tendances plus ou moins de droite ; un large consensus a toujours existé entre libéraux et conservateurs sur les principales options politiques. Encore aujourd'hui, il est frappant de noter qu'entre les partisans de l'Union nationale et du parti libéral, les différences sont assez minimes. *Le Journal des Débats* de l'Assemblée Législative du Québec donne l'image d'un groupe dont les idées sont interchangeables qui participe aux mêmes valeurs et dont les membres s'entendent comme larrons en foire. La seule différence qui souvent les sépare c'est la largeur de l'allée qui sépare le pouvoir de l'opposition. Leurs différences sont plutôt de tendance que de doctrine. Ce n'est que très récemment qu'un clivage plus important est apparu entre la gauche et la droite. Ce phénomène est tellement nouveau au Québec qu'on a d'abord dit -de ces appellations qu'elles n'avaient pas place dans le vocabulaire politique de la nation puisqu'elles ne correspondaient à aucune réalité. Si l'on s'en tient au personnel de l'Assemblée, il est bien évident que ces termes ne veulent pas dire grand-chose. Mais, avec la troisième idéologie, qui est apparue depuis quelques années, ces mots de droite et de gauche commencent à désigner une réalité de plus en plus certaine.

Il est bien sûr, d'une part, que les Québécois n'ont pas réinventé le socialisme, le marxisme, l'autogestion, la planification d'État ni la démocratie de participation, mais il est aussi évident que, d'autre part, la logique de la situation d'ici les a poussés à s'inspirer de ces idées pour résoudre des pro-

blèmes qui se posent très concrètement à leur attention. Il me paraît certain que ce sont d'abord les idées de décolonisation et de libération nationale qui ont éveillé des échos chez ceux qui se souciaient du destin et de l'avenir de leur nation. Ces phénomènes de décolonisation et libération nationale qu'on observait dans plusieurs pays du monde dans les années 1950, traînaient avec eux des idées sur la bonne vie et la bonne société, sur le rôle de l'économie, des classes sociales, qui ne pouvaient être les mêmes qu'au XIX^e siècle alors que les -classes bourgeoises de la plupart des pays occidentaux faisaient leur révolution nationale. C'est ainsi que toutes ces idées finirent par rejoindre une certaine fraction de jeunes Québécois qui se mirent à vouloir les appliquer à leur propre situation. Mais il ne faudrait pas exagérer l'influence de la conjoncture internationale pour expliquer l'évolution des idéologies au Québec; il s'agit plutôt d'un adjuvant à des phénomènes d'abord locaux et qui sont l'aboutissant de plusieurs décennies d'histoire. Il ne faudrait pas oublier que les trois idéologies sont soudées les unes aux autres et qu'elles possèdent des caractères qui en font une chaîne dont les maillons sont solidement reliés les uns aux autres. Le décrochage plus radical de la troisième se fait à partir d'un large terrain d'entente sur la société québécoise.

Quelle est donc la spécificité de la troisième idéologie ? On pourrait dire que ce sont là trois idéologies québécoises qui ne diffèrent pas entre elles et qu'il ne s'agit là, comme certains veulent le croire, que d'un jeu de bascule entre des partis politiques. Disons d'abord que le trait spécifique de l'idéologie de conservation, c'est de considérer le groupe québécois comme un groupe culturel minoritaire à l'intérieur du Canada ; ce groupe est largement centré dans le Québec mais pousse des rameaux dans diverses provinces ; tous constituent des porteurs de cette culture canadienne-française (religion, langue et traditions) qu'il s'agit de préserver et de transmettre aux générations en la gardant la plus intacte possible. L'idéologie de rattrapage considère aussi les Canadiens français comme un groupe minoritaire à travers le pays dont la culture doit se moderniser pour rayonner à travers le pays ; c'est une version moderne de l'idéologie de conservation ; il y a là une différence entre les conservateurs et les libéraux ; les premiers veulent plus d'autonomie pour le Québec pour assurer la préservation de la culture, les autres veulent que le Québec s'intègre davantage au Canada pour profiter de tous les avantages d'un État moderne tout en préservant et en enrichissant sa culture et en la faisant rayonner à travers le Canada.

La troisième idéologie semble plus radicale et, partant, se différencie plus fortement des deux premières que celles-ci ne se différencient entre elles. Elle rompt avec les deux autres en définissant -le groupe francophone québécois non seulement comme une culture mais comme une société industrielle moderne qui a été dominée, économiquement et politiquement par le Canada elle cesse de parler de Canadiens français pour parler des Québécois pour la plupart des tenants de cette idéologie les minorités en dehors du Québec

participent à la culture canadienne-française mais non à la société québécoise. Ce qu'il importe d'abord de sauver et de libérer c'est la nation québécoise. Elle s'accorde avec l'idéologie de rattrapage pour combattre l'idéologie de conservation et pour penser que la culture des Québécois doit être modernisée mais pas nécessairement en prenant les sociétés nord-américaines comme modèles. En effet, la plus grande mutation que cette idéologie représente par rapport aux deux autres, c'est qu'elle se fait une idée différente de l'homme et de la société en général et en particulier de l'homme québécois et de sa société. Et c'est ici que nous rejoignons la révolution tranquille et le contexte international dans lequel elle s'est produite.

Non seulement l'idéologie de rattrapage empruntait son modèle de bonne société à la société canadienne mais on peut dire que même l'idéologie de conservation s'en inspirait largement. Ces deux idéologies dont l'une fut dominante pendant plusieurs décennies et l'autre longtemps minoritaire et qui s'est affirmée après la deuxième guerre mondiale, se sont développées en symbiose, peut-on dire, avec la société et la culture dominantes. On peut dire qu'elles lui avaient emprunté leurs idées dominantes au sujet de la vie en société : celles d'un capitalisme plus ou moins évolué - selon les idéologies - mais qui cadrerait bien avec la philosophie des sociétés américaines. L'idéologie de conservation avait conservé ou acquis quelques notions dérivées de certaines encycliques sociales et de certaines dictatures de droite (Espagne, Portugal) mais, dans le fond, le modèle restait celui des démocraties dites libérales. Au cours des années 1950 rien ne laissait prévoir que le renversement du régime Duplessis donnerait naissance à cette troisième idéologie. Les observateurs prévoyaient que l'idéologie de rattrapage que la plupart des membres du parti libéral partageaient deviendrait prédominante et succéderait à l'idéologie de conservation. Mais il en alla autrement.

Les mouvements indépendantistes qui avaient commencé de renaître à la fin de la décennie 1950 firent beaucoup pour attirer l'attention sur l'idée de domination d'une société sur l'autre. Chez plusieurs toutefois il s'agissait d'indépendance politique qui devait faciliter l'épanouissement culturel du Québec. Mais il ne faut pas sous-estimer la logique même de la révolution tranquille réalisée par les libéraux. En plus de contribuer à revaloriser le Québec et les Québécois à leurs propres yeux, leur slogan publicitaire, « maîtres chez nous », contribua à lancer la réforme sur les deux plans majeurs de la problématique québécoise : nationale et économique. Il contribua aussi à lier ces deux objectifs qui ont tendance trop souvent à s'exclure : les objectifs nationaux restant l'apanage de la droite et les objectifs socio-économiques étant traditionnellement ceux de la gauche. Tout en accomplissant des tâches de rattrapage - mise sur pied d'un fonctionnarisme moderne, réformes profondes de l'éducation, nationalisation de l'électricité, S.G.F., Conseil d'orientation économique, régime de rentes, caisse de dépôt et de placement, B.A.E.Q. - les libéraux contribuèrent par leur dynamisme à intéresser de larges couches de la

population à leurs réformes (éducateurs, fonctionnaires, étudiants, régions sous-développées) et à faire naître chez elles le désir de participer à cette révolution tranquille.

Au point de vue idéologique, la remise en question de la société et de ses mythes fit vite prendre conscience aux Québécois que loin d'être construite une fois pour toutes au XIXe siècle, leur société restait à être bâtie, une partie de la population en vint vite à voir le Québec comme un pays en voie de développement, ce qui les coupait de plus en plus de leur passé d'immobilisme mais aussi qui les différenciait des autres sociétés nord-américaines. C'est un autre trait qui les rapprochait des pays colonisés en voie de libération et de développement. Or, contrairement aux pays dont le développement s'est produit au XIXe siècle et dans les premières décennies du XXe siècle, ceux des pays d'aujourd'hui qui en sont aux premières phases de l'industrialisation ou, comme le Québec, marquent un retard par rapport aux pays hautement industrialisés, ont plusieurs modèles de développement à leur disposition. La notion même de développement n'a plus ce sens exclusivement économique qu'il avait acquis au temps du capitalisme triomphant. Ne pouvant plus et ne voulant pas confier aux entrepreneurs industriels ou financiers le soin de développer la société, les pays qui, aujourd'hui, sont en voie de développement ou se considèrent tels, doivent compter, pour atteindre leurs objectifs, sur l'État et sur l'ensemble de leur population.

Au Québec, nombreux sont les intellectuels, les jeunes, les syndiqués, les fonctionnaires, les coopérateurs, les animateurs sociaux qui se sont rendu compte que pour réaliser le désir des Québécois de devenir « maître chez eux », il fallait planifier le développement socio-économique et instaurer une démocratie de participation. Le sous-développement économique du Québec, l'absence d'une grande bourgeoisie locale, l'homogénéité relative de la population, l'exacerbation du sentiment national, les racines moins profondes de la démocratie libérale au Québec ont favorisé la diffusion des idées de développement et de participation dans la population. Le puissant mouvement du syndicalisme québécois et l'entrée de nouvelles couches de la population dans les syndicats donnent à cette nouvelle idéologie de développement et de participation un potentiel imposant.

Doit-on ajouter que ces idéologies sont présentement en contestation ? Rien n'est définitivement joué et rien n'incline à prédire laquelle des trois idéologies deviendra dominante dans un proche avenir. La lutte devrait se centrer bientôt entre les deux dernières, celles du rattrapage et celle de la participation.

Fin du texte